



Forum  
Global  
sur la Sécurité  
Alimentaire  
et la Nutrition

## Les forêts et les arbres apportent un bénéfice à la sécurité alimentaire et à la nutrition – qu'en pensez-vous ?

Synthèse de la discussion n° 87

Du 4 au 26 février 2013



CONFERENCE  
INTERNATIONALE  
SIF

Les forêts  
pour la sécurité  
alimentaire  
et la nutrition

13-15 | FAO  
MAI 2013 | ROME



## Forum Global sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition

### A propos de ce document

Ce document est le compte rendu de résultats de la discussion virtuelle:

« *Les forêts et les arbres apportent un bénéfice à la sécurité alimentaire et à la nutrition – qu'en pensez-vous ?* », qui a eu lieu sur le Forum Global sur la Sécurité Alimentaire et le Nutrition (<http://www.fao.org/fsnforum/fr>) du 4 au 26 février 2013.

La synthèse ci-après a pour but de donner aux lecteurs un aperçu général de la discussion, y compris la liste de toutes les références présentées par les participants.

Pour une vision plus intégrale, veuillez consulter le site internet de la discussion:

<http://www.fao.org/fsnforum/fr/forum/discussions/forets-pour-SAN>

### Avertissement

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités. Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de la FAO. Le terme «pays», tel qu'il apparaît dans le texte, se réfère sans aucune distinction à des pays, territoires et zones.



## Table des matières

I. Panorama	2
II. Introduction	3
III. Les grands défis et goulets d'étranglement	5
IV. Que faut-il faire au niveau des politiques pour que celles-ci reconnaissent le rôle des forêts ?	7
Références envoyées par les participants	9

## I. Panorama

Le Forum FSN (<http://www.fao.org/fsnforum/fr>) a organisé du 4 au 26 février 2013 une discussion sur le thème « *Les forêts et les arbres apportent un bénéfice à la sécurité alimentaire et à la nutrition – qu'en pensez-vous ?* ».

Dans le contexte de la Conférence internationale sur les forêts pour la sécurité alimentaire et la nutrition (<http://www.fao.org/forestry/food-security/fr>) qui doit prochainement se tenir, Eva Muller et Fred Kafeero, du Département des forêts de la FAO, ont souhaité échanger avec les membres du Forum FSN afin d'aborder et d'analyser les goulets d'étranglement qui entravent la contribution des forêts, des arbres dans les exploitations et des systèmes agroforestiers à la sécurité alimentaire, ainsi que les actions concrètes et de politique requises pour surmonter ces difficultés.

44 contributions ont été reçues, envoyées par des participants provenant de 21 pays.

La majeure partie des contributions provient de l'Asie (37%), suivie de l'Afrique (23%), de l'Europe (23%), de l'Amérique latine et des Caraïbes (7%), de l'Amérique du Nord (7%) et du Pacifique Sud-Ouest (2%).

Ce résumé présente un panorama des opinions et commentaires apportés par les participants.

Pour accéder à l'introduction du sujet, aux questions posées et au texte intégral de toutes les contributions reçues, veuillez consulter le compte-rendu à l'adresse:

[http://www.fao.org/fsnforum/sites/default/files/files/87\\_Forestry%20for%20FSN/PROCEEDINGS\\_87\\_Forests\\_for\\_FSN.pdf](http://www.fao.org/fsnforum/sites/default/files/files/87_Forestry%20for%20FSN/PROCEEDINGS_87_Forests_for_FSN.pdf)

## II. Introduction

Les forêts, les arbres dans les exploitations et les systèmes agroforestiers sont en mesure de contribuer à la nutrition des personnes grâce à une plus grande production et disponibilité de fruits, de feuilles et d'autres produits particulièrement nutritifs permettant de diversifier l'alimentation. Lorsque l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont liées à des opportunités limitées d'emploi ou de création de revenus, les recettes provenant des forêts et des arbres dans les exploitations peuvent contribuer de manière considérable aux entrées des ménages ruraux et à leur sécurité alimentaire et nutrition.

A l'échelon mondial, on estime qu'entre 1 et 1,5 milliard de personnes tirent profit des arbres, de manière directe ou indirecte. Pourtant, le discours international sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle est fondamentalement centré sur la production agricole. Cela s'avère d'autant plus surprenant qu'à elles seules, les contributions monétaires des forêts au profit des économies en développement, reconnues de manière formelle et déclarées officiellement, dépassent les 250 milliards de dollars, soit plus du double de l'aide totale au développement.

Les forêts et les arbres contribuent à la sécurité alimentaire de maintes façons, comme source directe d'aliments, de combustible, de revenus et également comme fournisseurs de services écosystémiques. L'exploitation de l'arboriculture pour la production de produits non alimentaires (gommes, encens, résines et bien entendu bois d'œuvre) permet également d'accroître les revenus locaux et, en conséquence, d'améliorer la sécurité alimentaire.

L'arboriculture contribue également à améliorer la capacité d'affrontement des ménages lors des situations d'insécurité alimentaire dues au caractère saisonnier de la production agricole ou à une mauvaise récolte. Les forêts contribuent de manière considérable à des services écosystémiques appréciés par les personnes bien que ceux-ci ne soient pas commercialisés et qu'il soit difficile d'y attribuer une valeur du point de vue économique ou de la sécurité alimentaire.

La foresterie et l'agroforesterie urbaine et périurbaine sont en mesure de jouer un rôle déterminant dans l'amélioration de la résilience des villes et face à une pauvreté croissante, au manque de sécurité alimentaire, à la pollution de l'air et du sol, et à l'apparition de maladies touchant les personnes dans les zones urbaines et périurbaines. Les systèmes arborés conçus et gérés de manière adéquate à l'intérieur et autour des villes peuvent produire des aliments de bonne qualité et des produits non alimentaires (tels que fruits, bois d'œuvre, combustible ligneux, médicaments naturels) qui permettent d'améliorer les revenus, la sécurité alimentaire et les conditions de santé de l'ensemble de la population urbaine. La présence d'arbres et de forêts permet également d'accroître l'efficacité du fonctionnement des bassins versants et la qualité de l'eau, et est en conséquence fondamentale à l'amélioration des systèmes agropastoraux des terrains contigus. D'autre part, les arbres peuvent également jouer un rôle crucial comme source de fourrage et d'ombre pour le bétail, et ainsi contribuer de manière indirecte à la sécurité alimentaire. En améliorant les chaînes alimentaires à l'intérieur des villes, les arbres peuvent également appuyer le développement des marchés locaux ainsi que la création d'emplois et de revenus au profit de la population locale. Le prix compétitif des produits alimentaires locaux permettrait aux secteurs les plus vulnérables de la population d'y accéder, et de garantir ainsi la sécurité alimentaire et nutritionnelle des personnes les plus démunies.

Son caractère multidimensionnel et le fait que la quantification de la contribution des arbres à la sécurité alimentaire soit difficile à déterminer et que seuls quelques produits puissent être

facilement monétisés, font que la contribution des arbres à la sécurité alimentaire demeure mal comprise, sous-estimée et insuffisamment prise en compte dans les décisions de politique.

Généralement, les forêts et les arbres continuent d'être perçus comme appartenant exclusivement à la juridiction des institutions chargées des forêts, ce qui a pour conséquence qu'ils soient essentiellement traités comme du bois d'œuvre. Bien que des millions de personnes rurales pauvres dépendent des forêts et de l'agroforesterie pour cultiver leurs aliments et d'autres produits non ligneux, on constate un manque de politiques et de programmes promouvant ce type de pratiques de manière concertée.

En effet, en dépit des nombreux avantages que présente la foresterie, le secteur subit un impact largement négatif provoqué par des politiques néfastes, des contraintes juridiques et un manque de coordination entre les secteurs auxquels il contribue, tels que l'agriculture, la foresterie, le développement rural, l'environnement et le commerce.

Les participants à la discussion sont convenus du fait que le manque de clarté doit être abordé car la discussion sur l'alimentation et la foresterie est très souvent inondée d'anecdotes décrivant les droits culturels et assaisonnée d'une vision romantique de la pauvreté. Bien que ce discours puisse être considéré des plus utiles, il est difficile à faire avaler aux donateurs, aux gouvernements et aux acteurs du développement, qui sont plus enclins à traiter avec des données statistiques sérieuses.

Ce sujet a été jugé particulièrement pertinent à l'heure actuelle, où les donateurs et les gouvernements sont en plein développement de leurs programmes de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition, essentiellement au moyen de la production agricole. Le manque d'attention accordée aux contributions des arbres et des forêts aux moyens d'existence et à l'alimentation des individus risque de nous faire passer à côté d'une grande opportunité et pourrait avoir un impact néfaste sur l'efficacité des actions menées aux fins du développement.

### III. Les grands défis et goulets d'étranglement

Les facteurs qui entravent une contribution plus importante des forêts à la sécurité alimentaire sont profondément ancrés dans le paysage institutionnel. Bien trop souvent, les personnes qui exercent des fonctions importantes en matière de prise de décision au sein des organisations nationales et internationales sont de l'avis que la forêt doit être utilisée pour la production de bois d'œuvre et, plus récemment, pour préserver l'environnement.

Cela se reflète dans le modèle de gouvernance intégré, dans lequel le mandat des services chargés de la foresterie se limite essentiellement à la création de revenus pour le gouvernement par le biais de la gestion de ressources telles que le bois d'œuvre, et à la gestion des forêts comme parcs nationaux, tandis que la production alimentaire relève de l'agriculture (par exemple, du Ministère de l'agriculture). Il en résulte que les politiques y afférentes subissent bien souvent des restrictions qui découlent de leur propre spécificité.

Cela est dû en partie au fait que les contributions à la sécurité alimentaire et à la nutrition attribuables aux forêts, aux arbres et à l'agroforesterie ne sont pas quantifiées de manière adéquate et n'attirent donc pas l'attention des décideurs, ou bien portent uniquement sur les secteurs les plus pauvres de la société et sont donc trop souvent considérées insignifiantes d'un point de vue statistique.

En effet, la mauvaise gouvernance (y compris les pots de vin et la corruption) dans la gestion des forêts ne contribue en rien à faire de la protection des forêts et des arbres un principe de base aux fins de la sécurité alimentaire et d'une bonne nutrition.

Dans un tel contexte, il s'avère très difficile de mettre en œuvre des programmes qui exigent une certaine coordination et convergence entre différents acteurs du gouvernement et la société civile. Certains participants ont également été de l'avis que la promotion d'une gestion durable des forêts, basée sur la communauté et axée sur la sécurité alimentaire, pourrait aller à l'encontre des politiques forestières internationales des donateurs les plus influents et de leur engagement vis-à-vis des objectifs du programme REDD+, ce qui ne ferait qu'accroître les difficultés qui existent déjà pour promouvoir la contribution des forêts à la sécurité alimentaire.

Cette situation a pour conséquence que, bien trop souvent, les politiques forestières tendent à profiter essentiellement aux parties prenantes ne vivant pas dans les zones concernées, telles que les élites citadines des pays en question ou les sociétés nanties à l'étranger. Cela pose un problème considérable car les besoins et les intérêts de ces pays développés ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux des pays en développement. Les politiques forestières occidentales ou défendues par des organisations internationales s'intéressent souvent davantage à la fixation du carbone ou à la protection de l'environnement, qui profitent aux sociétés prospères, en ignorant la question de la sécurité alimentaire et l'aspect culturel, qui revêtent une grande importance pour les populations des pays moins développés.

Pourtant, dans de nombreux pays, ce sont les groupes sociaux les plus pauvres et les plus marginaux qui dépendent le plus des arbres et des ressources forestières. Ces communautés qui dépendent des forêts font souvent la cueillette d'un éventail de fruits saisonniers, de tubercules et d'herbes médicinales pour compléter leurs besoins nutritionnels. Cette utilisation des forêts et des arbres demeure cependant peu étudiée et peu d'efforts sont consentis pour accroître les études dans ce domaine. La plupart des programmes de développement forestier portent sur la plantation et la promotion de pratiques de subsistance visant à aider les communautés qui dépendent des forêts à « réduire » cette dépendance.

En fait, les données disponibles montrent que les initiatives visant à officialiser et à « rationaliser » la gestion des arbres et des forêts finissent souvent par nuire aux groupes vulnérables qui dépendent justement de ces ressources : en effet, leur accès aux arbres se retrouve généralement limité lorsque les interventions officialisent le régime foncier ou élèvent la valeur économique des arbres.

Ce type d'interventions visant à réduire le rôle joué par les forêts et les arbres au profit de la sécurité alimentaire et à modérer la gestion polyvalente des forêts a un autre effet collatéral, qui est celui de perturber le transfert des connaissances traditionnelles, une pratique que l'on retrouve dans de nombreuses populations qui tirent leurs moyens d'existence des produits de la forêt. L'absence de ces connaissances pourrait rendre ces ressources inutiles et transmettre un message économique erroné aux propriétaires des ressources, à savoir investir dans d'autres utilisations. L'absence de ces connaissances fait également qu'il soit plus difficile pour les populations locales d'appréhender les bienfaits des programmes visant à planter de nouveaux arbres du fait que ces bienfaits tardent des décennies à apparaître.

Cependant, outre la protection de savoirs traditionnels qui semblent en voie de disparition, les membres ont également signalé le manque de connaissances modernes en agriculture agroforestière et le faible niveau des technologies employées, qui exigent dans les deux cas la mise en place d'investissements et de formations.

Il convient également de garder à l'esprit qu'il arrive que l'agroforesterie se retrouve en concurrence avec d'autres utilisations des terres pouvant probablement contribuer davantage à la nutrition. Des recherches menées en Gambie ont montré que les efforts des donateurs pour promouvoir l'agroforesterie (contrôlée par les hommes) ont eu pour résultat le déplacement de la production maraîchère irriguée (qui était contrôlée par les femmes).



## IV. Que faut-il faire au niveau des politiques pour que celles-ci reconnaissent le rôle des forêts ?



### Planter des arbres au Niger

On trouve au Sahel, au Niger, l'histoire peu connue d'une réussite qui évoque les arbres et leur lien inextricable avec la sécurité alimentaire. Au début des années 80, certaines communautés locales, avec l'appui de plusieurs donateurs différents, ont commencé à utiliser la gestion forestière communautaire comme point de départ pour protéger leurs communautés de la sécheresse.

Ce projet, évalué après une longue période, présente des résultats remarquables.

Il a été estimé de manière conservatrice que plus de 3 millions d'hectares, principalement dans les régions les plus peuplées, sont aujourd'hui bénéficiaires. La densité de plantation au cours des 30 dernières années s'est multipliée par 20 et les rendements des cultures sont deux à trois fois plus élevés sans l'utilisation d'engrais chimiques.

Les participants du Forum ont signalé certains éléments nécessaires à la protection et à la promotion de la contribution des forêts et des arbres à la sécurité alimentaire et à la nutrition, à savoir:

- Actuellement, la collecte de données sur les forêts est déficiente dans sa représentation des activités et des avantages des forêts et des arbres qui ne sont pas échangés contre de l'argent, qui relèvent du secteur informel et qui ne sont pas reconnus par les autorités forestières. La FAO pourrait contribuer à une meilleure compréhension et évaluation de cet aspect en jouant un rôle plus important dans l'obtention de cette information et en réalisant une analyse conjointe solide de ces données. Il convient d'accroître la recherche méthodologique sur des techniques simples et bon marché de collecte de données, qui permettront de séduire les gouvernements et les organisations multilatérales.
- La sécurisation foncière, en tenant compte de la dimension de genre, est fondamentale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages car un sentiment clair d'appropriation contribue à ce que les populations locales se sentent plus responsables de la conservation des ressources forestières tout en les incitant à investir en gestion durable. A cet égard, il est fondamental de déterminer à qui profitent les arbres en termes de nutrition et de moyens d'existence dans une région donnée, afin de s'assurer de ne pas miner l'accès des parties prenantes.
- Compte tenu de l'importance des forêts et des arbres pour l'ensemble de l'écosystème, il est essentiel de mettre en œuvre des écosystèmes intégrés et des approches de gestion écosystémique. Les projets doivent aller au-delà des avantages directs pouvant être tirés des arbres et évaluer l'interaction que peuvent avoir les arbres dans le cadre du système agricole afin d'améliorer la sécurité alimentaire. Il est en conséquence fondamental de souligner les liens qui existent entre les forêts, les arbres et la sécurité nutritionnelle pour relever le défi et atteindre l'un des huit objectifs de développement pour le Millénaire: éliminer la faim et garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous. Une approche multisectorielle et

impliquant diverses parties prenantes, ainsi que des experts, des responsables des politiques et des décideurs, la société civile et des scientifiques est requise pour pouvoir relever ce défi.

- Pour aborder la diversité régionale, il peut s'avérer judicieux d'assurer que les conditions et le caractère saisonnier spécifiques à chaque région soient pleinement appréhendés, y compris les mécanismes d'adaptation traditionnels associés aux arbres.
- Les projets doivent évaluer la teneur en éléments nutritifs des produits alimentaires issus de la forêt et adopter en conséquence les recommandations en matière d'alimentation saine par le biais de la formation des agents de vulgarisation dans les aspects nutritionnels et alimentaires pertinents des cultures forestières et arborées.
- Les gouvernements et les partenaires du développement doivent appuyer la gestion durable des forêts et la remise en état des terres dégradées afin de renforcer la sécurité alimentaire.
- Les responsables politiques doivent également reconnaître que les forêts fournissent un éventail de services environnementaux. En conséquence, les communautés traditionnelles vivant dans les forêts ou à la lisière des forêts et impliquées dans leur gestion durable devraient être dédommagées au moyen de mécanismes d'incitations économiques. Ces incitations économiques permettent non seulement de réduire les coûts d'opportunité des communautés et, en conséquence, la déforestation et la dégradation des forêts naturelles, mais constituent également une importante source de revenus pouvant être utilisés pour garantir les moyens d'existence. Le projet brésilien Bolsa Verde, qui offre des paiements pour services environnementaux (PSE) fournis par les communautés, constitue un exemple de cette approche.
- Compte tenu du fait que les investissements dans les arbres et les forêts représentent souvent une entreprise à moyen ou long terme, les programmes doivent planifier à l'avance et tenir compte des besoins directs des populations sur deux ou trois générations.
- De nombreux pays en développement connaissent une hausse de la croissance des petites entreprises forestières. Bien que la foresterie commerciale à grande échelle soit en mesure de jouer un rôle dans la réduction de la pauvreté, les petites et moyennes entreprises offrent de meilleures perspectives du fait qu'elles contribuent à garantir les droits aux ressources des communautés locales, à accroître la richesse à l'échelon local, à encourager l'esprit d'entreprise local, à promouvoir le capital social, et à maintenir la responsabilisation environnementale locale.
- Des politiques doivent être mises en œuvre afin d'éliminer les partis pris existants à l'encontre des petites entreprises et garantir des mécanismes de marché et institutionnels adéquats.
- Une collaboration plus étroite avec des entités de commerce équitable pourrait être avantageuse du fait que ce modèle commercial privilégie les petites coopératives, les femmes et d'autres groupes défavorisés. Il est nécessaire d'accroître l'aide et de renforcer les informations afin de permettre aux petites coopératives de comprendre le statut juridique des produits forestiers et comment surmonter les obstacles pour accéder au marché pour vendre les produits forestiers.
- La prise en compte des savoirs traditionnels dans les systèmes éducatifs et de vulgarisation agricole locaux et d'innovations simples pour surmonter les difficultés liées aux systèmes de transformation traditionnels permettrait de faciliter une utilisation efficace des ressources ainsi que les efforts consentis pour leur conservation.

## Références envoyées par les participants

### Publications et articles :

- Gray, L. 2006. *Decentralization, Land Policy, and the Politics of Scale in Burkina Faso*. In *Globalization and New Geographies of Conservation*, K.S. Zimmerer, ed., p. 277-295. Chicago and London: The University of Chicago Press.
- McSweeney, K. 2004. *Forest product sale as natural insurance: the effects of household characteristics and the nature of shock in eastern Honduras*. *Society and Natural Resources*, 17(1):39-56.
- Robinson, E. 2011. *Trading Solidarity for Environmentalism: Subject Formation and Intimate Government of Forests in Kaolack Region, Senegal*. Master's thesis. University of Illinois at Urbana-Champaign.
- Schroeder, R.A. 1999. *Shady Practices: Agroforestry and Gender in The Gambia*. Berkeley, CA: University of California Press.
- Project Idea Note. 2011. *Project Idea Note for the Umiam Sub-watershed REDD+ Project*. East Khasi Hills District Meghalaya, India. Plan Vivo. <http://www.planvivo.org/wp-content/uploads/Khasi-Hills-Community-REDD-ProjectIdeanote-May13EM.pdf>
- Vicker, B. Trines, E. & Pohnan, E. 2012. *Community Guidelines for Assessing Forestry Volunteer Carbon Market*. Food and Agriculture Organization of the United Nations Regional Office for Asia and The Pacific. Bangkok.
- Shepherd, G., Kazoora, C., & Müller, D. 2012. *Forests, Livelihoods and Poverty Alleviation: the Case of Uganda*. FAO, Rome.
- Buttoud, G. in collaboration with Ajayi, O. Detlefsen, G. Place, F. & Torquebiau, E. 2013. *Advancing Agroforestry on the Policy Agenda: A guide for decision-makers*. Agroforestry Working Paper no. 1. Food and Agriculture Organization of the United Nations. FAO, Rome. <http://www.fao.org/docrep/017/i3182e/i3182e00.pdf>
- Sam, T. & Shepherd, G. Community Forest Management – Background Paper for: The United Nations Forum on Forests Secretariat UNFF9: "Forests for People, Livelihoods and Poverty Eradication". <http://www.un.org/esa/forests/pdf/publications/CBFM.pdf>
- Shepherd, G. & Kazoora, C. with Daniel Müller, D. 2012. *Forests, Livelihoods and Poverty Alleviation: the Case of Uganda*.  
Part 1  
[http://www.fao.org/fsnforum/sites/default/files/files/87\\_Forestry%20for%20FSN/UGANDA%20Part%201%20Shepherd%20C%20Kazoora%20and%20Mueller.pdf](http://www.fao.org/fsnforum/sites/default/files/files/87_Forestry%20for%20FSN/UGANDA%20Part%201%20Shepherd%20C%20Kazoora%20and%20Mueller.pdf)  
Part 2 (Annexes)  
[http://www.fao.org/fsnforum/sites/default/files/files/87\\_Forestry%20for%20FSN/UGANDA%20Part%202%20ANNEXES%20Shepherd%20C%20Kazoora%20and%20Mueller.pdf](http://www.fao.org/fsnforum/sites/default/files/files/87_Forestry%20for%20FSN/UGANDA%20Part%202%20ANNEXES%20Shepherd%20C%20Kazoora%20and%20Mueller.pdf)

## Ressources du Web :

- International Conference on Forests for Food Security and Nutrition  
<http://www.fao.org/forestry/food-security/en>
- Learning event on agroforestry, food security and climate change. organized jointly by the MICCA Programme and the Agroforestry Programme of FAO's Forestry Department  
<http://www.fao.org/climatechange/micca/79527/en>
- *Bolsa Verde* programme  
<http://www.brasil.gov.br/sobre/cidadania/brasil-sem-miseria/rural/bolsa-verde>
- UN REDD Programme  
<http://www.un-redd.org/AboutREDD/tabid/102614/Default.aspx>
- Forestry Nepal – Your gateway to forestry information in Nepal  
<http://www.forestrynepal.org>
- Bhutan set to plough lone furrow as world's first wholly organic country  
<http://www.guardian.co.uk/global-development/poverty-matters/2013/feb/11/bhutan-first-wholly-organic-country?INTCMP=SRCH>